



22 MARS

CONTRE LES PROJETS GOUVERNEMENTAUX, ON Y VA ENSEMBLE !

Paris, mars 2018

Le 22 mars, les fédérations de fonctionnaires Solidaires, CGT, FO, CFTC, CGC, FSU et Autonomes appellent à la grève et à manifester. Les cheminots seront aussi dans la rue et préparent par ailleurs un mouvement de grève reconductible !

LES ANNONCES ET LES MESURES DE RÉGRESSION SOCIALE SE MULTIPLIENT DEPUIS QUELQUES SEMAINES.

Côté Fonction publique, après la réintroduction du jour de carence et le gel du point d'indice, le gouvernement va encore plus loin. Sous couvert de réduction des déficits publics, le Premier ministre a déclaré qu'« Il est nécessaire de mettre en place un nouveau contrat social pour les agents publics. L'enjeu est d'assouplir le statut des fonctionnaires ».

Au menu, individualisation des rémunérations, recours accru aux contractuels, accompagnement vers le privé et donc, départs volontaires... Les usagers sont aussi aux premières loges : le gouvernement vient de créer un comité d'action publique pour « réformer » les services publics.

La feuille de route dictée par le Premier ministre est claire : « Ce Comité s'interrogera sur l'opportunité du maintien et le niveau de portage le plus pertinent de chaque politique publique. Cela pourra notamment le conduire à proposer des transferts entre les différents niveaux de collectivités publiques, des transferts au secteur privé, voire des abandons de missions ». On comprend mieux les mesures « d'accompagnement » détaillées ci-dessus !

Côté SNCF, le rapport Spinetta préconise la fermeture de 9000 km de lignes dites « secondaires », mais les plus utiles aux populations des petites communes et assurant des services de proximité entre elles, le recrutement des futur-es embauchés-es hors statut et, dans le cadre de l'ouverture à la concurrence, l'obligation faite aux cheminots d'aller travailler dans les futures sociétés privées du rail.

Signe de la brutalité sociale du gouvernement, celui-ci vient d'annoncer qu'il pratiquera par voie d'ordonnances pour changer le statut des cheminots. Les fermetures de lignes viendront après pour éviter un front syndicats-élus-usagers. Au même moment, la SNCF affiche un bénéfice record de 1,3 milliard ! Alors, où est le problème ? Sûrement pas dans le statut...

On peut et on doit parler de régression sociale quand, dans le même temps, ce gouvernement a fait un cadeau estimé entre 6 et 8 milliards d'euros en supprimant l'ISF et en adoptant un prélèvement forfaitaire sur le rendement du capital (la flat tax) pour le bien-être des grandes fortunes !

**CONTRE LA CASSE DU CODE DU TRAVAIL ET DU SERVICE PUBLIC !
CONTRE LA PRÉCARISATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL !
TOUTES ET TOUS DANS LA RUE LE 22 MARS !**

Pour SUD-PTT, cet appel à la grève s'inscrit dans une perspective concrète, indispensable et réalisable : rassembler tout le monde du travail, celles et ceux qui en vivent, parvenir à des grèves et des manifestations monstres. Demain, il faudra être prêts dans tout le pays, public et privé, pour s'opposer à la disparition de tous nos régimes de retraite. Cet objectif doit se discuter dès maintenant, et le meilleur moyen est de frapper un grand coup le 22 mars.

sudptt@sudptt.fr

@sudptt.orange



@Sudptt_Orange

www.sudptt.org

Fédération des activités postales et de télécommunications

25-27 rue des Envierges 75020 Paris- 01 44 62 12 00

LE 22 MARS CHEZ ORANGE

TOUTES ET TOUS CONCERNÉ.ES !

LA PRIVATISATION DE FRANCE TELECOM, RÉUSSITE OU ÉCHEC ?

Vingt ans après les lois de déréglementation et d'ouverture à la concurrence de France Télécom (FT), en juillet 1996, puis l'ouverture du capital, en 97, et enfin, changement du nom de France Telecom à Orange, en 2013...

Où en sommes-nous ?

France Telecom (Orange) est passé de 162 000 salarié-es en 1996 à 82950 ETP (*Source CGF Orange, 2016*) 2016. Orange est ainsi devenue un géant mondial des télécommunications. L'ancienne entreprise publique est présentée comme le modèle d'une privatisation réussie, dans un secteur qui connaît une extraordinaire mutation technologique.

Mais il y a un important revers à cette médaille !

LA BOURSE OU LA VIE !

FT/Orange a vécu une transformation de longue durée, une politique des ressources humaines destructrice qui a fait d'un service public performant une entreprise privatisée qui n'évoque plus des usagers, mais des clients et a substitué à l'intérêt social de froides logiques de rentabilité.

La pression sur la réduction des frais de personnel s'exerce depuis dans l'entreprise. D'abord avec une rare violence, car dès 2006, les pratiques managériales, auront pour seul but de pousser les salarié-es vers la sortie, avec des conséquences dramatiques : dépressions, stress... et une vague de suicides sans précédent entre 2007-2009. Au final, les conséquences sont dramatiques, 57 personnes se sont donné la mort en trois ans !

Et si, dès 2011, les dirigeants ont changé, des méthodes perdurent encore aujourd'hui dans l'entreprise Orange : réductions drastiques d'effectifs se font par l'intermédiaires des TPS et départs à la retraite (1 embauche pour 3 départs) et recours à la sous-traitance massive dans tous les domaines d'activité. La charge de travail et la productivité augmentent et génèrent une pression insoutenable dans tous les services.

TOUJOURS SATISFAIRE LES ACTIONNAIRES !

L'ouverture à la concurrence a déclenché une guerre entre opérateurs au détriment d'usagers perdus dans cette jungle d'offres et de tarifs tout aussi variés qu'incompréhensibles.

Dans le même temps, la couverture de l'ensemble du territoire n'est pas assumée ; les investissements pour le déploiement de la fibre et du réseau 4G ne sont pas à la hauteur des enjeux de l'ensemble de la société. Les opérateurs préfèrent se concentrer sur les zones rentables et le monde rural est déserté ! C'est un désastre pour les salarié-es, mais aussi pour les usagers !

Les salarié-es du secteur des télécommunications sont les premiers à faire les frais de la stratégie des opérateurs en matière de « guerre commerciale » et de course à la rentabilité financière maximale. Dstructions massives d'emploi chez tous les opérateurs télécom, mais aussi pour leurs sous-traitants. Sous prétexte de toujours plus de rentabilité pour satisfaire l'appétit insatiable des actionnaires, l'emploi se trouve délocalisé dans des pays où les conditions de travail et protections sociales sont moins-disantes.

Orange pourrait répondre, sans délai, aux revendications de reconnaissance du personnel et aux besoins de la population. Mais les dirigeants font un tout autre choix : satisfaire l'appétit toujours croissant des marchés financiers.

Sud se bat pour un service public de Télécommunications fort et indépendant des intérêts particuliers, garant de l'intérêt général et de l'égalité de traitement des usagers sur tout le territoire.

La mise en concurrence et la privatisation n'ont jamais servi que le grand capital et les places boursières.

**5000 EMBAUCHES TOUT DE SUITE !
500€ MAINTENANT !
RECONNAISSANCE POUR TOU.TE.S !**

TOUTES ET TOUS ENSEMBLE, FONCTIONNAIRES, SALARIÉ·E·S, ET USAGER·E·S, MOBILISONS-NOUS MASSIVEMENT LE 22 MARS !

sudptt@sudptt.fr

@sudptt.orange



@Sudptt_Orange

www.sudptt.org

Fédération des activités postales et de télécommunications